

برنامج  
الأغذية  
العالمي



Programme  
Alimentaire  
Mondial

World  
Food  
Programme

Programa  
Mundial  
de Alimentos

**Deuxième session ordinaire  
du Conseil d'administration**

**Rome, 17 - 19 mai 2000**

## RAPPORTS DU DIRECTEUR EXÉCUTIF SUR DES QUESTIONS OPÉRATIONNELLES

Point 7 de l'ordre du jour

*Pour information*



Distribution: GÉNÉRALE  
**WFP/EB.2/2000/7-C/1**  
11 avril 2000  
ORIGINAL: ANGLAIS

**INTERVENTION PROLONGÉE DE SECOURS  
ET DE REDRESSEMENT APPROUVÉE PAR  
LE DIRECTEUR EXÉCUTIF ENTRE LE 1ER  
JUILLET ET LE 31 DÉCEMBRE  
1999— GUINÉE-BISSAU 6154.00**

### **Aide aux groupes vulnérables et activités de redressement**

<b>Nombre de bénéficiaires</b>	<b>93 100</b>
Durée du projet	Dix-huit mois (janvier 2000–juin 2001)

<b>Coût (dollars E.-U.)</b>	
Coût total pour le PAM	5 678 894
Coût total des produits alimentaires	2 034 490

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site WEB du PAM ([http://www.wfp.org/eb\\_public/EB\\_Home.html](http://www.wfp.org/eb_public/EB_Home.html)).

## NOTE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

**Le présent document est soumis au Conseil d'administration pour information.**

Le Secrétariat invite les membres du Conseil qui auraient des questions de caractère technique à poser sur le présent document, à contacter le(s) fonctionnaire(s) du PAM mentionné(s) ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la réunion du Conseil.

Directeur, Région Afrique (OSA):                      M. Zejjari                      tel.: 066513-2201

Coordonnateur de programmes,  
Section Afrique III:                                      B. Djossa                      tel.: 066513-2244

Pour toute question relative à la distribution de la documentation destinée au Conseil d'administration, prière de contacter le commis aux documents et aux réunions (tél.: 066513-2645).



1. Le conflit interne qui a commencé en juin 1998 en Guinée-Bissau a duré jusqu'à la chute du gouvernement en mai 1999. La guerre a causé la destruction de l'infrastructure, l'effondrement des structures gouvernementales et administratives et la désintégration du tissu social. Dans un pays qui avant la guerre civile se classait au 163ème rang des 174 pays considérés pour l'Indice de développement humain, la crise a aggravé les difficultés sociales et économiques. La pauvreté et le chômage se sont répandus; l'accès aux vivres est devenu problématique, causant des problèmes nutritionnels dans les populations les plus vulnérables. Par suite de l'insécurité et des conditions de vie difficiles, la guerre et ses séquelles ont provoqué des déplacements massifs intéressant de 350 000 à 430 000 personnes. La population a fui Bissau, principal champ de bataille, pour gagner d'autres parties du pays et les pays voisins—Gambie, Guinée et Sénégal—ou même chercher asile au Cap-Vert et au Portugal.
2. Le PAM a distribué des vivres aux personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays et aux rapatriés dans le cadre de l'opération d'urgence 6033.00, approuvée en août 1998, et exécutée en collaboration avec des ONG et d'autres organisations. Au nombre de celles-ci figurent notamment le Comité international de la Croix-Rouge (CICR), Caritas, l'Eglise Evangélique et l'Association adventiste de secours et de développement (ADRA).
3. L'IPSR poursuivra la réorientation stratégique amorcée dans le cadre de l'opération d'urgence afin de mieux cibler l'aide du PAM. Elle a pour objectif général d'appuyer les efforts de réconciliation et de reconstruction du gouvernement et d'aider les groupes vulnérables. Ses objectifs immédiats sont d'améliorer l'état nutritionnel de la population la plus vulnérable, d'augmenter la consommation alimentaire des élèves et de leurs familles en promouvant l'inscription dans les écoles et la fréquentation scolaire—des filles notamment—de faciliter la réinsertion économique des soldats démobilisés et de renforcer la sécurité alimentaire dans les communautés rurales.
4. L'intervention vise environ 93 100 bénéficiaires, dont 65 pour cent sont des femmes et des filles.

